

Réfugiés

M A G A Z I N E n° 109 • III - 1997

1997
en
revue



HCR

Haute Commissariat
des Nations Unies
pour les réfugiés



Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

Case postale 2500
1211 Genève 2 Dépôt, Suisse

Téléphone: (022) 739 - 85 02
Télégramme: HICOMREF Genève
Fax **Réfugiés**: (022) 739 - 73 15
Fax siège HCR: (022) 731 - 73 77
E-mail: HQPI00@unhcr.org
http://www.unhcr.org

●

Rédacteur Ray Wilkinson

Collaborateurs Rupert Colville
Fernando del Mundo
Kris Janowski
Judith Kumin
Maki Shinohara

Secrétariat de rédaction Virginia Zekrya

Recherche photos Anneliese Hollmann
Anne Lau-Hansen

Administration Anne-Marie Le Galliard

Distribution John O'Connor

●

Réfugiés est publié par le Service de l'information du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Les opinions exprimées par les auteurs ne sont pas nécessairement partagées par le HCR. La terminologie et les cartes utilisées n'impliquent en aucune façon une quelconque prise de position ou reconnaissance du HCR quant au statut juridique d'un territoire ou de ses autorités. La rédaction se réserve le droit d'apporter des modifications à tous les articles avant publication. Les textes et les photos sans copyright © peuvent être librement reproduits, à condition d'en mentionner la source. Les demandes justifiées de photos sans copyright © peuvent être prises en considération, exclusivement pour usage professionnel.

Tirage : 206 000 exemplaires (français, anglais, allemand, espagnol, italien, japonais, russe, arabe et chinois). Les versions française et anglaise sont imprimées en Suisse par ATAR sa, Genève.

ISSN 1014-0905

Couverture intérieure: Des Libériens déplacés par la

Travail, dans la capitale Monrovia.

1997 en revue

Introduction 3

La protection 6

Les Grands Lacs 10

Afghanistan 14

Carte du monde 16

La CEI 18

Les Balkans 21

Le monde 24

Le HCR en bref 30

L'action humanitaire A LA CROISÉE DES CHEMINS

Sadako Ogata

HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

1997 a été une année difficile pour l'action en faveur des réfugiés. Une année où les réalisations concrètes ont été douloureusement éclipsées par des événements qui étaient autant d'affronts aux principes humanitaires les plus élémentaires.

Les feux de l'actualité sont restés braqués une grande partie de l'année sur les aléas de la protection des réfugiés dans la région des Grands Lacs africains. On en a un peu oublié le rapatriement réussi de 300 000 réfugiés togolais, la reprise du mouvement de retour des réfugiés tadjiks d'Afghanistan, ou le fait que le Mexique a accepté d'examiner les demandes de naturalisation de plusieurs milliers de réfugiés guatémaltèques.

Bref, à force de dominer l'actualité, les mauvaises nouvelles ont fini par supplanter les bonnes...

Qu'elles aient ou non été résolues, toutes les crises humanitaires pour lesquelles le HCR s'est mobilisé cette année nous ont rappelé que, aussi bien intentionnée soit-elle, l'action en faveur des réfugiés ne pouvait être isolée des réalités du monde.

De la région des Grands Lacs à la Bosnie-Herzégovine et de la Tchétchénie au Cambodge, nous avons pu mesurer les limites de nos opérations. Elles peuvent certes sauver des vies humaines et colmater les brèches en attendant mieux. Elles ne sauraient en aucun cas remplacer les solutions politiques.



Et l'action humanitaire ne doit jamais servir de prétexte à l'inertie politique.

Car si elle ne s'accompagne pas très rapidement et parallèlement d'initiatives politiques concrètes, elle ne peut que s'affaiblir et même, je le crains, se discréditer.

Tout cela me rappelle la déclaration que fit Fridtjof Nansen,

Haut Commissaire pour les réfugiés au lendemain de la Première Guerre mondiale, un jour qu'il était particulièrement exaspéré par l'indifférence des délégués de la Société des Nations face aux innombrables tragédies humaines provoquées par le conflit :

l'atténuation des souffrances des populations est un devoir des Etats, et non une simple affaire de charité.

Les problèmes de réfugiés mettent forcément en jeu les intérêts des Etats, mais aussi la paix et la sécurité nationales, régionales et même internationales.

Bien que rarement traitées comme telles, les crises humanitaires actuelles sont bel et bien le plus souvent des crises stratégiques.

On l'a bien vu en Afrique centrale en 1997. De 1994 à 1996, le HCR est venu en aide à plus d'un million et demi de Rwandais réfugiés en Tanzanie et au Zaïre.

En ma qualité de Haut Commissaire, j'ai alors maintes fois demandé que le Conseil de sécurité et les gouvernements prennent des mesures pour séparer les civils ayant besoin de protection des éléments armés et des extrémistes infiltrés dans les camps.

Les gouvernements n'ont pas pu ou pas voulu répondre à mes appels. Cette passivité explique en partie l'épouvantable drame qui a suivi : en 1996 et 1997, des milliers de Rwandais sont morts dans les forêts de ce qui s'appelait encore le Zaïre. Morts de faim, de maladie, d'épuisement. Mais aussi, très souvent, massacrés par des militaires qui les considéraient comme un risque pour la stabilité de la région.

D'aucuns prétendent que les principes humanitaires, et en particulier celui du droit d'asile, sont incompatibles avec les intérêts des Etats. Les pays de la région des Grands Lacs ne sont hélas pas les seuls à invoquer de plus en plus fréquemment leur sécurité pour justifier leurs entorses aux principes humanitaires.

Cette profonde myopie politique ne doit pas nous amener à croire que les principes humanitaires fondamentaux ont besoin d'être révisés. Nous devons au contraire veiller avec une vigilance accrue à ce qu'ils soient correctement appliqués, tout en cherchant avec les différents Etats des formules concrètes qui répondront à leur légitime souci de sécurité.

Chaque fois que je pense aux nouveaux défis qui nous attendent en 1998, je réalise combien l'action humanitaire est indissociable d'une gestion intégrée des conflits.

Nous savons beaucoup mieux réagir rapidement aux situations d'urgence. Mais malgré une sensibilisation certaine aux causes et aux conséquences des déplacements massifs de population, les mécanismes de réaction n'existent pas encore vraiment au niveau politique. Le Conseil de sécurité et les organisations régionales devront être nettement plus attentifs à la prévention et au règlement des conflits générateurs d'exodes massifs.

Je crois que les organisations humanitaires peuvent coopérer de plusieurs manières avec l'armée ou la police pour garantir la sécurité. Elles pourront du même coup mieux assurer la sécurité de leur personnel, qui travaille souvent dans des zones où même les militaires hésitent à s'aventurer.



HCR / R. LEMOYNE

La douleur d'une femme afghane contrainte de quitter son village au nord de Kaboul.

Le relèvement physique et humain des sociétés déchirées par les guerres exige un effort beaucoup plus concerté, axé notamment sur la réconciliation des communautés antagonistes.

Cette démarche intégrée doit partir du principe que les crises humanitaires sont invariablement le résultat du mépris, voire de la violation systématique des droits de l'homme. La prévention et la solution des conflits doit se fonder plus solidement sur le respect des droits de l'homme.

L'année qui vient apportera sans doute son lot de crises humanitaires. Nous devons à nouveau trouver un délicat compromis entre principes humanitaires et préoccupations des pays.

J'ai l'impression que nous sommes à un carrefour.

Les Etats qui tournent le dos aux principes humanitaires si laborieusement élaborés depuis la Seconde Guerre mondiale atténuent ou éliminent peut-être temporairement leurs difficultés.

Mais ils ne font pas avancer notre planète vers la paix et la stabilité dont elle a tant besoin.

Les principes humanitaires sont plus que jamais essentiels.

A nous de les défendre et de les faire progresser afin qu'ils puissent relever les défis du XXI^e siècle.



PROTECTION

Les Rwandais ont vécu une année de cauchemar. Ceux qui s'étaient enfuis dans les grandes forêts d'Afrique centrale ont été pourchassés et massacrés par des bandes de tueurs armés ou sont morts de faim ou de maladie. Les civils qui avaient trouvé refuge dans les pays voisins ont été renvoyés sans ménagement par des gouvernements régionaux de plus en plus indifférents à la tragédie humaine qui se joue sur le continent. Les travailleurs humanitaires ont eux aussi été harcelés, emprisonnés, expulsés. Certains ont payé de leur vie leur engagement au service des réfugiés.

Pendant ce temps, les pays d'Europe renforçaient leur arsenal législatif pour restreindre davantage encore le droit d'asile. Les Bosniaques étaient refoulés vers leur pays encore ravagé et fragile. Et un nouveau protocole de l'Union européenne encourageait les Etats membres à rejeter les demandes d'asile provenant de l'espace européen, en violation flagrante de certaines dispositions fondamentales de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés.

Les talibans au pouvoir à Kaboul ont pris à l'encontre des civils, et notamment des femmes, des mesures si répressives que les organisations internationales d'assistance et d'aide humanitaire ont commencé à se demander tout haut si l'Afghanistan – ou tout autre pays dirigé de façon aussi brutale et injuste – pouvait, ou plutôt devait, continuer à bénéficier de la générosité de la communauté internationale.

1997, "*annus horribilis*" s'il en fût, pourrait cependant marquer un tournant dans l'histoire de la protection des réfugiés. En effet, la nécessité de venir en aide à un nombre croissant de personnes déplacées transcende désormais les frontières sociales, politiques et géographiques établies et ce qu'on appelle la division Nord-Sud. Les Etats et les organisations humanitaires sont au moins tombés d'accord pour dire que la situation était gravissime. Ceci posé, chacun y est allé de son explication sur la nature exacte du problème, sur les responsabilités en cause, et sur les solutions à apporter.

HUMAN RIGHTS WATCH, par exemple, a publié au début de 1997 un rapport détaillé dans lequel on peut lire que "la protection des réfugiés et des demandeurs d'asile a diminué dans le monde entier au cours des vingt dernières années". Le rapport critique l'intransigeance des gouvernements envers les populations démunies de la planète ainsi que certaines des politiques du HCR en matière de protection.

© A. HERZAU / SIGNUM

LA PROTECTION : La mission première du HCR est de protéger les réfugiés. Un immigrant clandestin en Allemagne attend une décision sur son sort.

▶ Dennis McNamara, directeur de la protection internationale au HCR, estime quant à lui que "la protection des réfugiés et le principe du droit d'asile affrontent la crise la plus sérieuse de leur histoire".

Sadako Ogata, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, a déclaré à maintes reprises que les problèmes de protection étaient devenus infiniment plus complexes et que, même sur une question aussi fondamentale que les retours volontaires, il n'y avait plus de réponse toute faite. On le voit bien en Afrique centrale, où le "choix" pour des dizaines de milliers de réfugiés s'est résumé à une alternative brutale : la mort quasi-certaine dans des forêts inhospitalières, ou le saut dans l'inconnu que représente le rapatriement, même avec l'assistance du HCR et des autres organisations humanitaires.

L'année 1997 touche à sa fin. Face aux discours qui tendent parfois à occulter les réalités, il est temps de sortir du maquis des propagandes en tous genres afin de mieux cerner les problèmes essentiels, d'explorer les solutions possibles et de trouver un nouveau consensus pour la fin de ce siècle.

Les populations réfugiées ont été décimées en 1997 comme jamais auparavant dans l'histoire récente, s'indigne Dennis McNamara. Ce qui n'a pas empêché certains gouvernements de s'en prendre systématiquement, délibérément et ouvertement au système international qui garantit leur protection. Le HCR – et les principes qu'il incarne – ont également été la cible d'attaques d'une violence rarement atteinte ces dernières années.

Le HCR a continué à bénéficier de généreux soutiens financiers, mais la clé de voûte du système de protection, à savoir la bonne volonté politique et l'engagement des Etats, s'est dangereusement affaiblie. "Protéger les réfugiés, c'est au fond un travail d'équipe. Pour que ce travail donne des résultats, il faut que les pays d'origine, les pays d'asile et les pays donateurs jouent pleinement leur rôle. Les organisations humanitaires appuient ce processus, mais elles ne peuvent le remplacer", explique M. McNamara.

De nombreuses questions restent sans réponse à la veille de 1998. L'un des grands sujets de débat reste la place des organisations humanitaires dans les pays en proie à une crise grave : doivent-elles se retirer, et si oui, à quel moment ? Le dilemme, particulièrement douloureux dans le cas de la région des Grands lacs et de l'Afghanistan, divise toujours la communauté internationale.



LES CONSEILS :
Un réfugié musulman du Myanmar, écoute avec anxiété les conseils d'un responsable du HCR avant de se décider à rentrer dans son pays.

L'AIDE AUX GROUPES VULNÉRABLES :
Ces jumeaux, âgés de trois semaines, sont nés dans un centre du HCR pour personnes déplacées tchétones.



HCR / J. SPALLI

“Protéger les réfugiés, c’est au fond un travail d’équipe. Pour que ce travail donne des résultats, il faut que les pays d’origine, les pays d’asile et les pays donateurs jouent pleinement leur rôle.”

Quel est l’avenir des retours volontaires ? “C’est peut être LA grande question”, soupire Dennis McNamara. “Nous essayons de trouver une formule acceptable pour les situations où les rapatriements volontaires ne sont plus envisageables. Mais quelle doit être notre limite ? Quand devons-nous dire non ? Quand devons-nous protester ? Devons-nous tenir bon contre vents et marées, ou simplement plier bagage ?”

Les gouvernements concernés, les organisations humanitaires et les défenseurs des droits de l’homme doivent, selon la plupart des spécialistes, tisser des liens encore plus étroits et efficaces. Il faut par ailleurs encourager les autres institutions comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international à participer aux opérations d’aide humanitaire et persuader les gouvernements de respecter les principes internationaux en vigueur.

“Le problème des populations réfugiées est gérable, à condition qu’on n’essaie pas de le politiser”, résume Dennis McNamara. “Et il n’est nullement nécessaire de changer le système actuel, comme d’aucuns le demandent. S’ils sont correctement appliqués, les instruments internationaux existants permettent tout à fait de concilier protection des droits des réfugiés et préoccupations légitimes des Etats. Mais si les pays de la planète ne s’engagent pas à nouveau tous ensemble à soutenir énergiquement le système, les réfugiés vulnérables resteront les grandes victimes de cette fin de siècle.”



LE SUIVI :
Lorsque les réfugiés retournent dans leur pays, le HCR surveille leurs conditions de vie. Ceci fait partie de sa mission de protection.

Un responsable du HCR aide un couple de rapatriés guatémaltèques à établir leurs papiers d’identité.

HCR / R. PRESS

Un
réfugié
rwandais
gît sur la
boue près
de la ville
de
Kisangani,
Congo.



Le organisations humanitaires ont passé la brousse au peigne fin -
pour retrouver les réfugiés errants et les aiguiller vers les points de ralliement
l'un des plus vastes jamais



Guerres, coups d'Etat, carnages : la région des Grands Lacs africains a été un gigantesque brasier pendant une grande partie de 1997. En quelques mois, Laurent Kabila a conquis l'ex-Zaïre et renversé Mobutu Sese Seko, au pouvoir depuis 32 ans. Le massacre de réfugiés dans les forêts équatoriales a mis à mal le principe même du droit d'asile en Afrique. Et la guerre civile qui a éclaté dans la République du Congo n'a fait que renforcer l'image d'une région en flammes.

Quelques bonnes nouvelles émergent pourtant au milieu des hécatombes : avec l'aide d'autres organismes de l'ONU et de diverses organisations humanitaires, le personnel du HCR a passé la brousse au peigne fin – par avion ou hélicoptère, à bicyclette, en bateau, en jeep – pour retrouver les réfugiés errants et les aiguiller vers les points de ralliement d'où ils pourraient rentrer chez eux. L'opération de rapatriement, l'une des plus vastes jamais organisée en Afrique, a permis au fil des mois le retour de quelque 185 000 Rwandais réfugiés au Zaïre (aujourd'hui République démocratique du Congo), dont plus de 62 000 par pont aérien humanitaire.

UNICEF / HCR/0185 / R. LEMOYNE

n – par avion ou hélicoptère, à bicyclette, en bateau, en jeep –
li ement d'où ils pourraient rentrer chez eux par pont aérien humanitaire,
n ais organisés en Afrique.

L'arrivée au village de Biaro, après avoir parcouru des centaines de kilomètres dans les forêts inhospitalières du Congo.



© S. SALGADO



© S. SALGADO



HICZ / R. CHALASSANI



HICZ / R. CHALASSANI

Vue aérienne du camp Tingi-Tingi, lequel accueillait 160 000 réfugiés.



HCR / H.L. DAVIES

Des enfants non accompagnés arrivent à l'aéroport de Kigali, en provenance de Kisangani.



HCR / R. CHALUSANI

De gauche à droite : Brisé de fatigue, un réfugié est près de sa fin à Kasese, au Congo.

Toujours parmi les plus vulnérables, des femmes et des enfants attendent la prochaine distribution de nourriture au camp de Kasese, près de Kisangani.

Un enfant squelettique subi un examen médical.

Près de 100 000 réfugiés rwandais sont retournés dans leur pays depuis la Tanzanie.

La démarche pour retrouver les parents d'un enfant non accompagné en Tanzanie.



HCR / C. BOWERS

HCR / R. CHALUSANI

Le HCR a participé aux efforts déployés par le gouvernement rwandais pour rebâtir un pays profondément meurtri par un génocide qui a fait plus de 500 000 victimes en 1994 : formation des policiers et des magistrats dans le cadre du programme de rétablissement du système judiciaire rwandais, livraison de plus de 30 000 modules de construction (matériaux de toiture, panneaux préfabriqués, poutres et clous) aux rapatriés, distribution de semences et d'outils, installation de points d'eau dans les villages.

La construction de logements et l'instauration d'un vrai système judiciaire sont probablement les deux ingrédients essentiels du processus de réinsertion et de réconciliation, "et cela pour assez longtemps encore", précise Augustine Mahiga, coordinateur à Genève de l'unité spéciale du HCR pour le Rwanda et le Burundi.

En fait, la reconstruction du Rwanda a à peine commencé. Le gouvernement a lancé un appel pressant à la communauté internationale pour obtenir des aides de toutes sortes. Plus de 1,3 million de réfugiés sont rentrés depuis octobre 1996. Cet afflux a submergé les structures d'accueil existantes, ravivé les tensions, provoqué des heurts entre les forces gouvernementales et les rebelles, et entraîné d'autres exodes – de moindre ampleur toutefois – dans les derniers mois de l'année.

Le Burundi a été un peu oublié dans l'actualité internationale. Quelque 161 000 réfugiés sont rentrés malgré les incertitudes qui pèsent sur l'avenir du pays, mais 260 000 sont restés dans les camps de la Tanzanie et de la République démocratique du Congo. Comme le gouvernement de Bujumbura affirmait que les rebelles lançaient leurs attaques depuis le territoire tanzanien, les autorités tanzaniennes ont lancé en septembre une chasse aux "résidents clandestins" qui a conduit à l'expulsion de milliers de "résidents spontanés" vers le Rwanda et le Burundi.

Le sort des dizaines de milliers des Rwandais disparus à la fin de 1996 lors du démantèlement des grands camps de réfugiés de l'est du Zaïre préoccupait encore le HCR à la veille de 1998. Nombre d'entre eux sont sans doute déjà morts de malnutrition, d'épuisement et de maladie. D'autres – des centaines ? des milliers ? – ont été engloutis dans la vague de violence qui a balayé ce qu'on appelait encore le Zaïre. Mais il y a des rescapés ici et là.

Le HCR estime que 45 000 personnes environ se sont regroupées dans une douzaine de points en République démocratique du Congo et de l'autre côté du fleuve, en République du Congo. Des réfugiés ont été repérés jusqu'à 700 kilomètres au nord de Brazzaville, la capitale de la République du Congo. Rares étaient ceux qui voulaient rentrer chez eux.

"Ils n'entendent que des choses inquiétantes sur la situation de leur pays, explique Nikola Mihajlovic, du HCR, et c'est pourquoi ils veulent parler à leurs parents et voisins déjà rentrés avant de prendre une décision." "L'aide humanitaire dans la région des Grands Lacs pose des problèmes vertigineux, résume Augustine Mahiga, et le travail à accomplir est à la mesure du défi." Autrement dit : colossal.



Depuis le Pakistan, un convoi de 114 familles réfugiées afghanes traverse le col de Sarehouse, à 4600 mètres d'altitude, pour regagner leur village situé au nord de l'Afghanistan.

Afghanistan a connu une année de tourmente. Les talibans, des Pachtounes pour la plupart, se sont battus sur plusieurs fronts contre leurs adversaires de l'Alliance du Nord, qui rallie les trois autres grands groupes ethniques du pays. Tout au long de l'année, le partage ethnique de l'Afghanistan s'est poursuivi de plus en plus violemment.

Tous ces conflits ont durement touché la population civile. Les talibans ont pris Kaboul, la capitale, en septembre 1996. Depuis, plus de 300 000 personnes ont été déplacées ou chassées de leur foyer; d'autres ont pris la fuite de crainte



HCR / R. COMILLE

des persécutions ethniques. Et 50 000 Afghans ont trouvé refuge au Pakistan, et probablement autant d'autres en Iran.

En revanche, 85 000 rapatriements ont été recensés en 1997. Quoique nullement négligeable en soi, ce chiffre est le plus faible enregistré pour l'Afghanistan depuis 1988. Le HCR a donc annoncé une nouvelle opération plus dynamique qui relancera le mouvement. Appelée "rapatriement collectif ciblé", elle viendra s'ajouter au programme d'assistance actuel dont ont déjà bénéficié 2,5 millions des quelque 4 millions de civils récemment rapatriés du Pakistan et d'Iran.

Il s'agit en deux mots d'aller à la rencontre des groupes de réfugiés afghans qui aimeraient rentrer chez eux mais ne peuvent le faire, non pour des raisons de sécurité, mais à cause d'autres facteurs – champs minés, infrastructures détruites, manque de travail – et de déterminer avec eux la nature exacte des obstacles à surmonter, ce qui permet ensuite au HCR, aux autres organismes de l'ONU et aux ONG d'élaborer des séries de projets adaptées aux circonstances.

dix districts-pilotes ont été choisis, et deux ont accueilli leur premier contingent de réfugiés cet automne. Un convoi de 308 réfugiés, financé et escorté par le HCR, est arrivé à la mi-septembre à Tizin, région isolée située à une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest de Kaboul. Tous les villages sont en ruines. Des tentes et des matériaux de construction ont été distribués aux familles, et les organisations qui coopèrent avec le HCR ont lancé des projets d'appui. S'ils ont de bonnes nouvelles des rapatriés, les quelque 30 000 villageois de la région qui se trouvent encore au Pakistan pourraient bien prendre eux aussi le chemin du retour au printemps.

Le 27 septembre, un deuxième contingent de 558 futurs rapatriés afghans quittait Chitral, dans le nord du Pakistan. Destination : Keshim, dans l'une des vallées les plus fertiles et prospères de la province septentrionale du Badakshan. Le convoi – douze camions lourdement chargés et les véhicules d'escorte du HCR – devait arriver à bon port en quatre jours. C'était compter sans les difficultés de toutes sortes : des kilomètres de pistes défoncées, un col à 4600 mètres d'altitude, les tempêtes de neige, des passages à gué périlleux, de nombreuses pannes, et quelques rencontres inopinées et tendues avec des combattants en armes. Le voyage dura finalement neuf jours.

Ce retour au pays n'a pas été totalement idyllique : le jour de l'arrivée du convoi, tout Keshim était dans la rue. Prévenus par une émission de la BBC, les amis, parents et voisins des rapatriés étaient venus par centaines acclamer leurs héros, dans le crépitement des rafales d'armes automatiques tirées en signe d'allégresse. Le lendemain matin, deux potentats locaux réglèrent leurs comptes à coups de mitraillette sur le grand marché, et sept personnes étaient tuées. Bien que les rapatriés n'étaient pas impliqués dans la bagarre, ceci montre bien que la décision de retourner en Afghanistan – même dans une région relativement prospère comme Keshim – ne peut pas être prise à la légère.

LE MONDE EN 1997



HCR / A. HOLLMANN

Europe

Pendant 1997, nombre de pays en Europe et à travers le monde ont poursuivi une politique qui rend de plus en plus difficile l'accès aux procédures d'asile et d'immigration. Contrôle de papiers d'identité des demandeurs d'asile somaliens à l'aéroport de Genève.



© H.J. DAVIES

Bosnie

Près de 400 000 personnes ont regagné leurs foyers en Bosnie, mais l'initiative de paix est comparée volontiers à un malade sous perfusion. Des retrouvailles heureuses pour une famille bosniaque musulmane, après quatre ans de séparation.



HCR / A. HOLLMANN

Amérique centrale

Une religieuse américaine s'est vu décerner la médaille Nansen 1997, en reconnaissance de l'action remarquable qu'elle a menée auprès des réfugiés guatémaltèques au cours des 15 dernières années. L'année dernière, plusieurs milliers de réfugiés guatémaltèques ont présenté une demande de naturalisation ou de résidence permanente, grâce à une nouvelle et généreuse loi adoptée par le gouvernement mexicain.

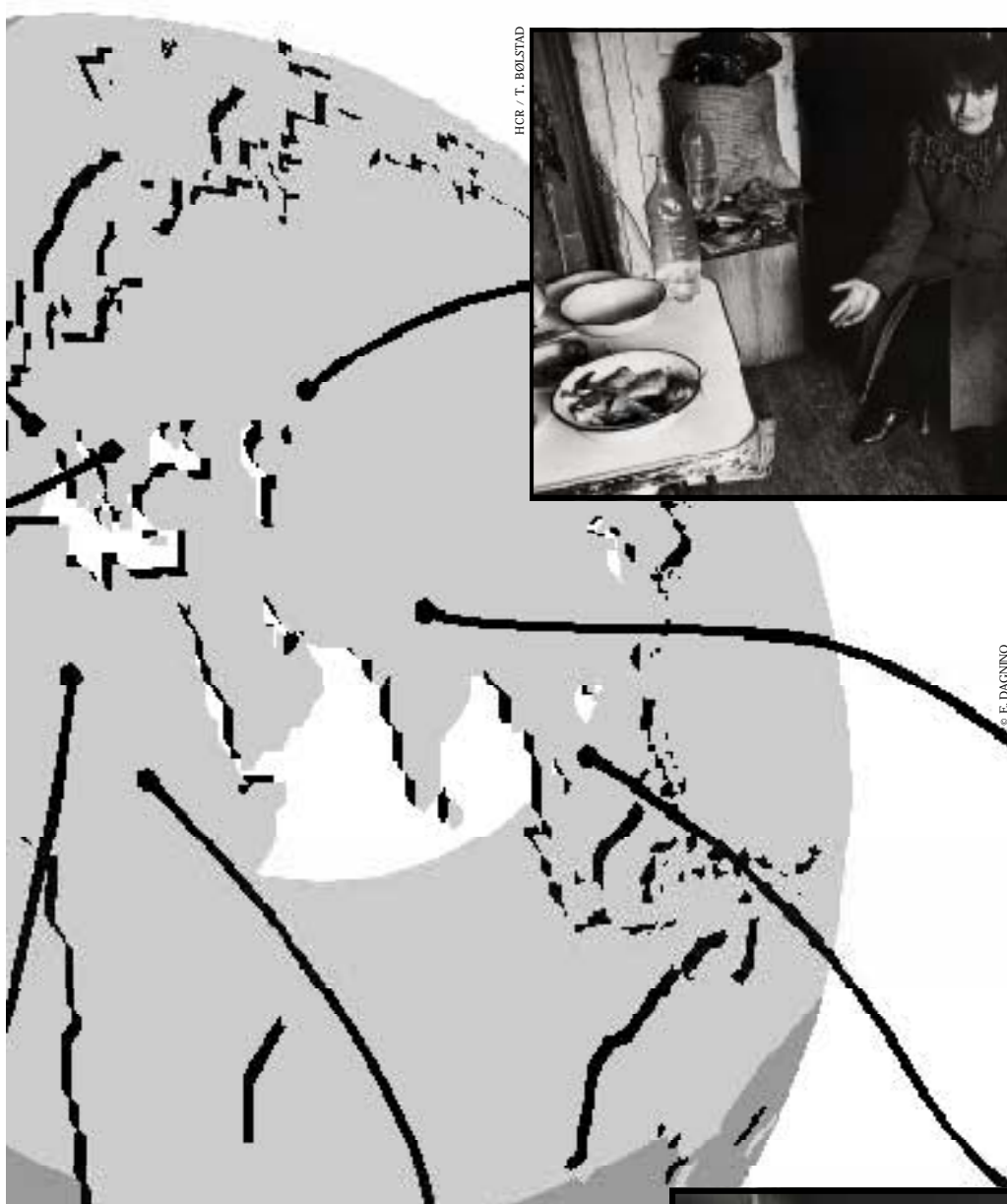
16 Réfugiés, III - 1997

Afrique

L'Afrique a été, dans son ensemble, au centre des préoccupations du HCR : le Sahara occidental, le Sierra Leone, le Soudan, l'Angola, le Libéria. Ici, des réfugiés sierra-léonais au Libéria s'inscrivent pour le rapatriement volontaire.



© C. SHIRLEY



HCR / T. BOLSTAD



CEI

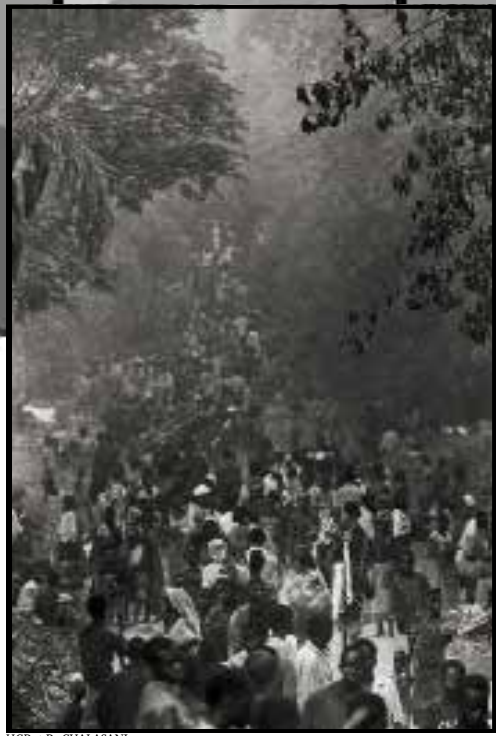
Le déplacement des millions de personnes se poursuit à travers les nouveaux Etats indépendants de l'ex-Union soviétique : civils chassés par la guerre, migrants économiques et écologiques, familles rentrant dans leur pays d'origine, parfois après un demi-siècle d'exil. Cette enseignante de Géorgie vit avec sa famille dans une chambre minuscule dans un centre d'accueil russe.

© E. DAGNINO



Afghanistan

L'Afghanistan a connu une année de tourmente, les forces des talibans livrant des batailles avec les groupes de l'opposition à travers le pays. Depuis 1996, plus de 300 000 personnes ont dû fuir Kaboul, la capitale, et des dizaines de milliers d'autres ont cherché refuge au Pakistan et en Iran.



HCR / R. CHALASANI



HCR / R. BURROWS

Asie du Sud-Est

Les combats ont éclaté à nouveau en Asie du Sud-Est, et un nouvel exode de réfugiés cambodgiens fuyant les zones de conflit est arrivée en Thaïlande, comme cet enfant.

Grands Lacs

La crise dans la région des Grands Lacs, en Afrique centrale, a dominé l'actualité humanitaire en 1997. Mais parmi le carnage et les tueries, quelque 185 000 Rwandais sont retournés chez eux, dont plus de 62 000 ont été conduits par un pont aérien humanitaire, l'un des plus vastes dans l'histoire de l'Afrique.

D'un air
distrain,
une vieille
femme
ingoushe
contemple
son salon
crible de
balles.
Des
centaines
de milliers
de
personnes
continuent
à mener
une
existence
précaire
à cause de
la
poursuite
des
conflits
dans le
nord du
Caucase.

C'est l'une des migrations les plus massives de l'histoire moderne. Depuis l'effondrement du bloc communiste, quelque neuf millions d'habitants de la CEI - la nouvelle Communauté d'Etats indépendants née des décombres de l'Union soviétique - se sont retrouvés à un moment ou à un autre éparpillés aux quatre vents sur les routes de l'exode : civils chassés par la guerre, migrants économiques et écologiques, familles rentrant dans leur pays d'origine, parfois après un demi-siècle d'exil.

Le nombre total de personnes déplacées a peu évolué en 1997. Quelques pays de la CEI ont bien entrepris de résoudre le problème des populations déplacées, mais ailleurs sur ce vaste territoire qui s'étend de la mer Baltique à l'océan Pacifique, les vieux conflits ont connu de nouveaux soubresauts.

La fièvre est tombée en Tchétchénie depuis la signature de l'accord de cessez-le-feu de 1996. Le HCR a ainsi pu mettre un terme à ses opérations au Daghestan après avoir organisé le rapatriement de la plupart des Tchétchènes réfugiés dans ce pays. En 1997, la moitié




Quelque neuf millions d'habitants de la CEI se sont retrouvés à un mom



environ des quelque 500 000 Tatars déportés de Crimée par Staline en 1944 étaient rentrés dans leur région d'origine, et l'Ukraine a consenti à assouplir sa loi sur la nationalité pour faciliter leur réintégration. Les retours se sont également poursuivis en Asie centrale, où la moitié des quelque 60 000 personnes qui avaient trouvé refuge dans le nord de l'Afghanistan au moment de la guerre civile tadjike de 1992-1993 ont enfin pu rentrer chez elles.

Après la Russie, le Tadjikistan, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, le Kirghizistan a ratifié la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, et le Turkménistan se prépare à faire de même.

Mais les difficultés restent nombreuses dans cette région agitée. Quelque 400 000 civils ont été pris en otage dans les vieilles et confuses querelles qui déchirent les républiques transcaucasiennes de Géorgie, d'Arménie, d'Azerbaïdjan, ainsi que les républiques russes autonomes de la région. La paix est restée au mieux incertaine en Tchétchénie et le Tadjikistan a désespérément besoin d'aide internationale pour se relever d'une interminable guerre civile. 

m ent ou à un autre éparpillés aux quatre vents sur les routes de l'exode.



Un rare moment de joie. Une femme tchétchène fait un gâteau dans un centre d'accueil dans l'Ingouchie voisine.

HCR / T. BØLSTAD

Il y a aussi les difficultés d'intégration sociale et économique de nombreux rapatriés "ethniques". Les problèmes juridiques et économiques colossaux des réfugiés. L'afflux constant d'immigrés clandestins qui pèse lourdement sur les ressources et le climat social de la région. Autant de casse-tête et autant de problèmes non résolus.

John Horekens, directeur du HCR pour l'Europe, a noté un léger progrès au cours des douze mois écoulés, voire des signes encourageants en ce qui concerne l'imbricatio géorgien et l'enclave du Haut-Karabakh, que se disputent l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Reste que tous les pays de la région vont continuer à avoir besoin d'un soutien solide de la part de la communauté internationale pour effacer les séquelles de leur terrible passé.

Les demandeurs d'asile originaires de pays autres que la CEI sont très vulnérables. Un Angolais demande l'aide d'Equilibre, une ONG française, à Moscou.

HCR / T. BØLSTAD



Nombre des citoyens russes qui ont passé une grande partie de leur vie dans l'ex-Union soviétique retournent dans leur patrie ancestrale. Un grand-père fait ses adieux à ses petits-enfants au Tadjikistan.

L'ESPOIR : Une fillette musulmane, victime de la purification ethnique à Srebrenica, fréquente un projet d'Oxfam, à Tuzla, en faveur des enfants, invalides ou non.




© H.J. DAVIES

Quel avenir pour la Bosnie ?

Le premier film bosniaque de l'après-guerre a pour titre *Le cercle parfait*. Son thème? La guerre, justement. Et c'est le succès de l'année. Civils et anciens combattants se précipitent pour revivre par grand écran interposé leur drame encore si proche. Certains spectateurs baissent instinctivement la tête quand ils entendent le sifflement des obus de mortier ; d'autres haussent simplement les épaules en se disant que la réalité était bien pire. "Moi, j'étais dans le vrai film, mais le bon Dieu était parti en vacances", lâche Aida, employée du HCR à Sarajevo.

Le bon Dieu est peut-être revenu, mais deux ans après les Accords de paix de Dayton signés par les dirigeants bosniaques, croates et serbes,

les observateurs étrangers comparent volontiers l'initiative de paix à un malade sous perfusion.

Quelque 400 000 réfugiés et déplacés ont tout de même réussi à regagner leur foyer. Certains d'entre eux ont fait le pari difficile de retourner dans des zones (de la Fédération croato-bosniaque notamment) où ils sont désormais minoritaires. Un projet du HCR baptisé "Villes ouvertes" accorde une aide supplémentaire aux régions qui encouragent leurs minorités à rentrer. Plusieurs villes de la Fédération y ont adhéré, à la grande joie des rapatriés. "Nous avançons peut-être à pas de tortue, mais grâce à Dayton je suis à nouveau chez moi. Frigorifiée, certes, mais heu-reu-se !" s'exclame Rahela, réfugiée pendant trois ans en Israël. 

“A quoi sert Dayton si, deux ans après, je ne peux toujours pas habiter c



Des Musulmans déplacés tentent de se rendre au cimetière de Trnovo où sont enterrés leurs proches, un droit qui leur revient en vertu des Accords de Dayton.

Des Serbes enragés, armés des bâtons et des pierres, essaient de bloquer la visite.



HCR / A. HOLLMANN

chez moi ?”



Après avoir vécu plusieurs années en exil en Ecosse, une famille musulmane est chaleureusement accueillie.

des centaines de milliers de mines et autres engins explosifs meurtriers. Ils ne peuvent emprunter que quelques corridors routiers, et leurs véhicules sont souvent attaqués à coups de pierres. D'où le succès de la navette d'autocars inter-entités du HCR, qui permet de franchir la ligne de démarcation dans des conditions à peu près sûres, même si les soldats de la Force de stabilisation sous commandement de l'OTAN ont dû intervenir à plusieurs reprises cette année pour empêcher que les rapatriés ne soient agressés et de nouveau expulsés.

La situation est surtout préoccupante en Republika Srpska, l'une des deux entités reconnues par les Accords de Dayton. Les dirigeants nationalistes de la zone serbe s'opposent au retour des minorités et imposent la division ethnique, en violation flagrante des Accords de Dayton. Pourtant, même là, tout n'est pas perdu. Aux élections municipales de septembre, beaucoup d'électeurs provisoirement installés dans la Fédération ont tenu à aller voter



Un centre d'accueil en Yougoslavie, où sont hébergés quelques-uns des centaines de milliers de réfugiés serbes originaires des républiques voisines.

HCR / A. KAZINIERAKIS

hélas, les quelque 1,5 million de personnes encore éparpillées en Bosnie, en Croatie, en Yougoslavie et en Europe occidentale ne vont peut-être pas rentrer de si tôt. L'annexe 7, qui garantit le droit au retour, est sans doute le volet le moins appliqué des Accords. "Dayton est toujours dans l'Ohio", confie un responsable du HCR à Sarajevo. Et Azra, dont l'appartement éventré se trouve sur une ancienne ligne de front encore contestée, ajoute avec amertume: "A quoi sert Dayton si, deux ans après, je ne peux toujours pas habiter chez moi ?"

Il est vrai que les rapatriés doivent avancer en terrain miné – y compris au sens propre, car la guerre a semé dans les campagnes bosniaques

dans leur ancienne circonscription en Republika Srpska, manifestant indirectement par ce geste leur volonté de rentrer un jour chez eux. Quelques conseils municipaux pluriethniques ont été élus. Si le verdict des urnes est respecté, ils pourraient ouvrir la voie de la réconciliation, estiment les observateurs internationaux.

Cet optimisme mesuré se double d'une certaine appréhension. L'avenir de la Bosnie est en effet inextricablement lié à ce qui se passe en Croatie, en Serbie et dans d'autres régions des Balkans. La reconstruction et la réintégration sont désespérément lents. De plus, la Bosnie aura besoin d'un parapluie de protection crédible bien après juin 1998, date prévue du retrait de la Force de stabilisation. Comme l'explique de façon imagée Anne Davies, responsable de programme au HCR, "rebâtir la Bosnie, c'est un peu comme essayer de remettre la pâte dans le tube de dentifrice".



En 1997, l'attention internationale s'est inévitablement portée sur les crises majeures, la région des Grands Lacs, en Afrique, et la Bosnie, mais il y a eu beaucoup d'autres points névralgiques. Tant il est vrai qu'en 1997, le HCR a aidé plus de 22 millions de personnes se trouvant aux quatre coins du monde.

En Asie, suite à une reprise du conflit dans leur pays, environ 60 000 Cambodgiens ont fui vers la Thaïlande. La majorité des 250 000 personnes qui avaient quitté le Myanmar en 1991-92 étaient de retour chez elles au printemps, mais ce mouvement s'est ensuite inversé et plusieurs milliers de musulmans du Myanmar ont de nouveau cherché refuge au Bangladesh.

Le Plan d'action global pour les réfugiés indochinois [PAG] a officiellement pris fin en 1996, mais le rapatriement des quelque 22 000 Vietnamiens qui étaient encore à Hong Kong s'est poursuivi jusqu'en juin dernier. Conformément au PAG de 1989, 109 000 Vietnamiens, qui ne remplissaient pas les critères leur permettant d'obtenir le statut de réfugiés, ont été rapatriés. Le HCR a financé environ 800 petits projets d'infrastructure pour aider ces personnes. Les équipes chargées de surveiller ces rapatriements ont constaté que la plupart d'entre elles réussissaient leur intégration de façon satisfaisante.

L'Afrique a été, dans son ensemble, au centre des préoccupations du HCR. Au moins huit millions de personnes ont eu besoin d'aide. Dans des pays comme le Libéria, la Somalie, le Soudan, l'Erythrée et l'Angola, la situation est demeurée fragile et les communautés en exil originaires de ces pays, qui représentent presque deux millions de personnes, ont

Des réfugiés kurdes dans le nord de l'Iraq

ont continué à chercher refuge dans les pays voisins. Au mois de mai, des combats ont éclaté en Afrique de l'Ouest, en Sierra Leone et des milliers de réfugiés ont pris le chemin de la Guinée. Le HCR a dû évacuer son personnel. En même temps que ces troubles, plusieurs opérations de rapatriement ont eu lieu vers le Mali, l'Éthiopie, le Libéria et d'autres régions d'Afrique.

ont fui vers l'Italie et la Grèce. Le HCR a demandé à ces pays de leur permettre de rester jusqu'à ce que la situation devienne plus stable. La position du HCR se justifiait par la tendance de nombreux gouvernements en Europe, en Amérique du Nord et dans d'autres régions du monde à renforcer leur législation en matière d'asile de façon à rendre plus difficile l'accès à leur territoire. Pour de nombreux

La pose d'un membre artificiel pour une jeune victime des mines antipersonnel, dans un centre de la Croix-Rouge à Kuito, en Angola.



F. S. SALGADO

Au Moyen-Orient, des milliers de Kurdes ont été victimes de l'instabilité politique et militaire. Les organisations humanitaires se sont trouvées confrontées au même dilemme que dans la région des Grands Lacs : comment aider les populations civiles innocentes sachant que parmi elles sont infiltrés de nombreux terroristes ?

Quand l'Albanie a sombré dans le chaos, des milliers de personnes

observateurs, cette tendance représente la plus grande remise en cause de la notion de protection internationale depuis la Seconde Guerre mondiale.

Plusieurs milliers de réfugiés guatémaltèques ont demandé leur naturalisation ou l'obtention de la résidence permanente au Mexique, grâce à une législation généreuse et innovatrice promulguée l'année précédente. D'autres réfugiés



Des Albanais fuyant la violence dans leur pays arrivent en Italie.

© G. LO PORTO / A. G. SINTESI



HCP / A. HARPER



HCP / M. FLAMMI

Des réfugiés afghans dans le Hills Camp, au Turkménistan.

Suite à une reprise du conflit dans leur pays, des milliers de Cambodgiens ont fui vers la Thaïlande. Ici au poste frontière d'O'Smach, où plus de 20 000 réfugiés khmers s'étaient rassemblés.

guatémaltèques qui étaient au Mexique depuis longtemps sont finalement retournés chez eux. Sœur Joanne Klas, une religieuse américaine membre de l'ordre des Franciscaines, a reçu la médaille Nansen 1997 des mains du Haut Commissaire, Madame Sadako Ogata. Cette médaille venait récompenser quinze années de travail auprès des réfugiés guatémaltèques.

En Colombie, c'est la région d'Uraba qui s'est enflammée. Parmi les civils qui avaient fui vers le Panama, plus de 300 personnes ont été rapatriées de force. Plus de 900 000 personnes ont été déplacées en Colombie au cours des dernières années à cause des combats entre les forces gouvernementales, des groupes de rebelles d'extrême gauche et des groupes para-militaires.

Depuis le Burkina Faso, des rapatriés maliens arrivent dans le centre de transit de Boni.

HCR / L. TAYLOR



HCR / C. SHIRLEY

L'année 1998 apportera certainement à u
Le Haut Commissaire s'est engagé à chercher de nouveaux moyens, p
Mais, le HCR devra remplir cet engagement avec un personne
sera inférieur à 1 r

Des rapatriés maliens se dirigent au marché du village.

HCR / C. SHIRLEY





La boulangerie de cette rapatriée vietnamienne a bien démarré, grâce à un prêt et à l'aide du HCR.

Les rapatriés guatémaltèques arrivant du Mexique ont appris à utiliser des cuisinières à faible consommation d'énergie.



HCR / L. TAYLOR

HCR / B. PRESS

autant de défis que l'année précédente.
plus pratiques, pour protéger les millions de réfugiés dans le monde.
nuel réduit et un budget qui, pour la première fois depuis 1991,
milliard de dollars.

HCR / M. ELKHOURY

Des enfants éthiopiens récemment arrivés du Soudan fréquentent une école à Adabai.



LE HCR EN BREF

La mission du HCR est d'assurer protection et assistance à plus de 22 millions de personnes qui ont été contraintes de fuir leur foyer.

Le nombre de déracinés dans le monde, y compris les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, atteint le chiffre de 50 millions de personnes. Un habitant de la planète sur 120 a été contraint de fuir.

STATISTIQUES GLOBALES*

	Réfugiés	Rapatriés	Autres	Déplacés internes [DI]	Nbr. total de personnes relevant de la compétence du HCR
AFRIQUE	4 341 000	1 693 000	—	2 058 000	8 091 000
ASIE	4 809 000	1 241 100	156 000	1 719 000	7 925 000
EUROPE	3 166 000	308 000	1 209 000	1 066 000	5 749 000
AMÉRIQUE LATINE	88 000	70 000	—	11 000	169 000
AMÉRIQUE DU NORD	720 000	—	—	—	720 000
Océanie	75 000	—	—	—	75 000
TOTAL	13 200 000	3 311 000	1 365 000	4 854 000	22 729 000

PAYS D'ASILE

LES DIX PRINCIPAUX

Pays d'asile	Principaux pays d'origine	Réfugiés
IRAN (RÉP. ISLAMIQUE)	Afghanistan / Iraq	2 014 000
ALLEMAGNE*	Divers	1 266 000
PAKISTAN	Afghanistan	1 200 000
ÉTATS-UNIS*	Divers	597 000
RÉP. FÉD. YOUGOSLAVIE#	Bosnie-Herzégovine / Croatie	548 000
R.D. CONGO	Burundi / Rwanda / Soudan / Angola	450 000
SOUDAN	Tchad / Erythrée / Ethiopie	405 000
GUINÉE	Libéria / Sierra Leone	401 000
ETHIOPIE	Somalie / Soudan / Djibouti / Kenya	354 000
# SEPTEMBRE 1997 CÔTE D'IVOIRE	Libéria	210 000

PRINCIPALES POPULATIONS RÉFUGIÉES

ORIGINE DES DIX

Pays d'origine	Principaux pays d'asile	Réfugiés
AFGHANISTAN	Iran / Pakistan / CEI / Inde	2 675 000
BOSNIE-HERZÉGOVINE	Croatie / R.F.Yougoslavie / Allemagne	700 000
IRAQ	Iran / Arabie saoudite	630 000
	Autres pays du Moyen-Orient / Pakistan	
LIBÉRIA	Guinée / Côte d'Ivoire / Ghana	480 000
	Sierra Leone	
SOMALIE	Djibouti / Ethiopie / Kenya / Yémen	452 000
SOUDAN	Ouganda / RDC / Kenya / Ethiopie	407 000
ERYTHRÉE	Soudan	328 000
ANGOLA	RDC / Zambie / Congo / Namibie	300 000
SIERRA LEONE	Guinée / Libéria / Gambie / Côte d'Ivoire	280 000
RWANDA	RDC / Congo-Brazzaville / Autres	255 000

* Les statistiques globales, les chiffres pour les États-Unis et l'Allemagne sont au 1^{er} janvier 1997.

Les autres estimations sont de novembre 1997, sauf indications contraires.

Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas exactement à la somme de chaque colonne.

PRINCIPALES POPULATIONS DÉPLACÉES ASSISTÉES PAR LE HCR

SIERRA LEONE	1 500 000
LIBÉRIA	971 000
BOSNIE-HERZÉGOVINE	800 000
AZERBAÏDJAN	549 000
AFGHANISTAN	310 000
GÉORGIE	280 000
CHYPRE	265 000
BURUNDI	216 000
SRI LANKA	200 000
FÉDÉRATION DE RUSSIE [Tchéchénie]	180 000

Remarque: ces chiffres ne représentent pas nécessairement la totalité des personnes déplacées dans ces pays.

DE RAPATRIEMENT

Remarque : estimations de novembre 1997. Comprennent les rapatriements organisés et spontanés

Pays d'origine	Pays d'asile	Nbr. maximum de réfugiés	Rapatrés	Début du rapatr.
AFGHANISTAN	Pakistan / Iran	6 300 000 [1992]	3 900 000	1989 -
RWANDA	Burundi / Tanzanie / Ouganda / RDC	2 200 000 [1994]	1 800 000	1994 -
IRAQ	Iran / Arabie saoudite / Turquie	1 780 000 [1991]	1 517 000	1991 -
MOZAMBIQUE	Malawi / Afrique du Sud / Zimbabwe	1 700 000 [1992]	1 683 000	1992 - 95
BOSNIE-HERZÉGOVINE	R.F. Yougoslavie / Allemagne / Autres	1 200 000 [1995]	189 000	1996 -
ETHIOPIE	Kenya / Soudan / Autres	970 000 [1989]	600 000	1991 -
SOMALIE	Ethiopie / Kenya / Autres	900 000 [1992]	452 000	1991 -
BURUNDI	Rwanda / Tanzanie / RDC	700 000 [1993]	400 000	1994 -
TOGO	Ghana / Bénin	300 000 [1992]	293 500	1994 -
MYANMAR	Bangladesh	250 000 [1992]	229 000	1992 -
VIET NAM	Hong Kong / Indonésie / Autres	143 000 [1979]	110 000	1975-
MALI	Mauritanie / Burkina Faso / Algérie	175 000 [1994]	116 000	1996-
LAOS [RDP]	Thaïlande / Chine / Autres	127 000 [1979]	27 600	1975-
TADJIKISTAN	Afghanistan	60 000 [1992]	53 000	1993-

SITUATION FINANCIÈRE

[10/11/1997]

*CHIFFRES EN MILLIONS DE DOLLARS

PROGRAMMES GÉNÉRAUX	Prévisions : 452,6 (Total disponible : 346,1 [76%])	Budget pour 1997 : \$ 1189,8
PROGRAMMES SPÉCIAUX	Prévisions : 737,2	Budget prévu pour 1998 : \$ 995

FINANCEMENT DES PROGRAMMES SPÉCIAUX LES PLUS IMPORTANTS ET DES INTERVENTIONS D'URGENCE EN 1997

	Besoins	Contributions		Besoins	Contributions
• AFRIQUE					
LES GRANDS LACS	140,9	119,6			
RWANDA	114,0	61,2			
CORNE DE L'AFRIQUE	39,2	24,4			
RAPATRIEMENT EN ANGOLA	21,0	13,8			
RAPATRIEMENT AU MALI	15,7	7,7			
LIBÉRIA	14,1	8,5			
• ASIE					
POST PLAN D'ACTION GLOBAL	23,7	17,5			
RAPATRIEMENT AU MYANMAR	11,5	8,1			
RAPATRIEMENT AU SRI LANKA	8,5	5,3			
CAMBODGE	2,5	0,0			
• AMÉRIQUE LATINE					
RAPATRIEMENT AU GUATEMALA	9,9	7,9			
• ASIE DU SUD-OUEST ET CENTRALE					
RAPATRIEMENT EN AFGHANISTAN	19,9	20,0			
TADJIKISTAN	4,7	1,0			
• EUROPE					
EX-YOUGOSLAVIE	220,1	179,9			
PAYS DE LA CEI [TOTAL]	38,1	26,8			

Principaux donateurs du HCR

Les dix plus grands donateurs	1 ^{er} jan.-31 déc. 1996
1 Etats-Unis	US\$ 262 200 000
2 CE	147 400 000
3 Japon	130 000 000
4 Suède	72 100 000
5 Danemark	55 700 000
6 Pays-Bas	54 600 000
7 Royaume-Uni	53 900 000
8 Norvège	38 100 000
9 Suisse	23 300 000
10 Allemagne	22 000 000

Personnel

EFFECTIF DU HCR : [01/11/97]
(y compris personnel temporaire)

Siège : 953
Sur le terrain : 4664
Total : 5617

BUREAUX DU HCR :
(y compris le siège)
249 dans 122 pays

PROTECTION

Un réfugié est une personne qui "craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays..." [La CONVENTION DE 1951 RELATIVE AU STATUT DE RÉFUGIÉS].

Etats parties à la Convention de 1951 et/ou au Protocole de 1967 : [01/11/97]

Nombre total d'Etats parties à la Convention de 1951 : 130

Nombre total d'Etats parties au Protocole de 1967 : 130

Etats parties à la Convention de 1951 et au Protocole de 1967 : 126

Etats parties à l'un ou l'autre de ces instruments : 134



QUEL EFFET ÇA FAIT ?

Essayez d'imaginer... Vous vivez paisiblement. Vous avez une maison, une famille, des amis.

Et un jour, tout bascule: vos voisins les plus proches deviennent vos ennemis de toujours, des tanks envahissent les rues, les bus flambent, des obus réduisent au silence les cloches des églises.

Tous ceux que vous aimiez, tout ce que vous possédiez, tout a disparu.

Et si, par chance, vous êtes toujours vivant, vous vous retrouvez seul, égaré dans un pays étranger.

Vous êtes devenu un réfugié.

Quel effet ça fait?

Les réfugiés sont des gens comme vous et moi, à une exception près: ils ont tout perdu. Et ils n'auront jamais rien si nous ne les aidons pas.

Nous ne vous demandons pas d'argent, bien que chaque centime compte.

Non, nous vous demandons de garder l'esprit ouvert et de les accueillir avec un

sourire au lieu de leur tourner le dos.

C'est bien peu de chose mais pour un réfugié, c'est déjà beaucoup.

Le HCR est une organisation à but exclusivement humanitaire, financée uniquement par des contributions volontaires. Aujourd'hui, le HCR a la responsabilité de plus de 27 millions de réfugiés dans le monde.



HCR

Haut Commissariat
des Nations Unies pour les réfugiés

HCR

SERVICE DE L'INFORMATION

Case Postale 2500

1211 Genève 2 Dépôt, Suisse